

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/M/11
29 juillet 1998

(98-3010)

Comité des sauvegardes

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION ORDINAIRE TENUE LE 22 AVRIL 1998

Président: M. S. Nagatsuka (Japon)

1. Le Comité des sauvegardes a tenu une réunion ordinaire le 22 avril 1998.
2. L'ordre du jour ci-après a été adopté:

	<u>Page</u>
A. Observateurs - Organisations intergouvernementales	2
B. Législations nationales	3
i) Examen de législations nouvelles ou modifiées que le Comité n'a pas déjà examinées (article 12:6):	
a) Bolivie - G/SG/N/1/BOL/1/Suppl.1	
b) Bulgarie - G/SG/N/1/BGR/1	
c) Chypre - G/SG/N/1/CYP/1	
d) Équateur - G/SG/N/1/ECU/2	
e) Honduras - G/SG/N/1/HND/2	
f) Inde - G/SG/N/1/IND/2	
g) Corée - G/SG/N/1/KOR/3	
h) Mongolie - G/SG/N/1/MNG/1	
i) République slovaque - G/SG/N/1/SVK/2	
j) Turquie - G/SG/N/1/TUR/2/Rev.1 et Corr.1)	
ii) Situation des notifications de législations	
C. Notifications de décisions en rapport avec les mesures de sauvegarde	4
i) Notifications d'ouverture d'enquête et des raisons de cette action (article 12:1 a)) - G/SG/N/6/ARG/2, G/SG/N/6/IND/1, G/SG/N/6/IND/2, G/SG/N/6/IND/3 et G/SG/N/6/USA/4	
ii) Notifications de constatations de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations (article 12:1 b)) - G/SG/N/8/USA/2/Rev.1 et Suppl.1	

iii)	Notifications concernant la non-application de mesures de sauvegarde aux pays en développement (article 9:1 et note 2 relative à l'article 9) - G/SG/N/11/BRA/1/Suppl.1	
D.	Notifications concernant des mesures préexistantes (G/SG/N/2/NGA, G/SG/N/5/CYP/Rev.1/Suppl.1, G/SG/N/5/SVN/Suppl.1 et G/SG/N/5/SVN/Suppl.2) et questions et réponses y relatives (G/SG/Q2/NGA/1, G/SG/Q2/NGA/2 et G/SG/Q2/NGA/3)	17
E.	Autres questions	18
F.	Date de la prochaine réunion ordinaire	18
G.	Élection du bureau	19
A.	<u>Observateurs - Organisations internationales intergouvernementales</u>	
3.	<p>Le <u>Président</u> a rappelé que, lorsque le Comité avait abordé dans le passé le point de l'octroi d'un statut d'observateur régulier à l'OCDE, plusieurs Membres avaient soulevé des questions ayant trait à la réciprocité, notamment celle d'un statut d'observateur de l'OMC au sein du Groupe de participants à l'Arrangement relatif aux crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. En conséquence, le Comité avait décidé de surseoir à toute mesure concernant la demande de l'OCDE afin de permettre la tenue de consultations. Pendant ce temps, l'OCDE continuait d'être invitée aux réunions du Comité sur une base <i>ad hoc</i>. Le Groupe de participants avait réexaminé le jour même la question de l'octroi du statut d'observateur à l'OMC et lui avait accordé un statut d'observateur sur une base <i>ad hoc</i>, c'est-à-dire qu'il déciderait à chaque fois si une réunion donnée porterait sur des points intéressant l'OMC. L'OMC aurait accès à la plupart des documents mais le Groupe s'était réservé le droit de refuser cet accès dans des cas particuliers. Les résultats auxquels le Groupe de participants était parvenu constituaient un pas important dans la bonne direction mais ne semblaient pas justifier à ce stade l'octroi du statut d'observateur régulier à l'OCDE.</p>	
4.	<p>Le <u>Président</u> a donc proposé au Comité d'inviter l'OCDE à continuer d'assister aux réunions sur une base <i>ad hoc</i>. La distribution de la plupart des documents du Comité n'était pas restreinte. Le Président a proposé au Comité d'accorder à l'OCDE l'accès à tous les documents à distribution restreinte, sauf objection d'un Membre dans des cas particuliers. Il a proposé en outre que ces décisions soient prises à titre préliminaire, sous réserve de confirmation à la prochaine réunion du Comité, lorsque toutes les précisions sur la décision du Groupe de participants auraient été communiquées.</p>	
5.	<p>Le Comité en a ainsi décidé.</p>	
6.	<p>Abordant la question de la demande de statut d'observateur régulier formulée par le Groupe ACP, le <u>Président</u> a rappelé qu'à sa dernière réunion, le Comité était convenu d'inviter le Groupe ACP à assister à ses réunions sur une base <i>ad hoc</i>. Cette décision avait été prise dans l'attente de l'achèvement du processus horizontal en cours au niveau du Conseil en ce qui concerne les demandes de statut d'observateur présentées par le Groupe ACP et d'autres organisations internationales intergouvernementales. À ce jour, aucune solution horizontale répondant à la demande du Groupe ACP n'avait été adoptée et le Président rendrait compte de l'évolution de la situation au Comité. Il a proposé que, dans l'attente, le Comité maintienne les dispositions en vigueur.</p>	

7. Le Comité en a ainsi décidé.

B. Législations nationales

i) Examen de notifications nouvelles ou modifiées que le Comité n'a pas déjà examinées

8. Le Président a rappelé que le délai de communication des questions concernant les législations récemment notifiées au Membre concerné et au Secrétariat avait été fixé au 6 avril 1998 et que toutes les questions écrites avaient été communiquées avant cette date.

9. Le Président a rappelé aux Membres que des questions complémentaires pouvaient être posées oralement à la réunion et que, si des réponses écrites étaient souhaitées, elles devraient être adressées par écrit au Membre dont la notification était examinée ainsi qu'au Secrétariat le 20 mai 1998 au plus tard. Les réponses écrites à toutes les questions posées par écrit devraient être communiquées au Secrétariat le 17 juin 1998 au plus tard.

10. Le Comité a procédé à l'examen sur le fond des législations figurant à l'ordre du jour.

11. Le Président a rappelé qu'à sa dernière réunion, le Comité était convenu de reporter l'examen de la notification du Honduras. Depuis, ce pays avait répondu par écrit aux questions écrites posées à l'occasion de la dernière réunion du Comité.

12. Les questions concernant la législation du Honduras figuraient dans les documents suivants:

G/SG/Q1/HND/1 (communication du Mexique)

G/SG/Q1/HND/2 (communication des États-Unis)

Les réponses à ces questions figuraient dans le document suivant:

G/SG/Q1/HND/3

13. Les questions concernant la législation de l'Inde figuraient dans les documents suivants:

G/SG/Q1/IND/1 + Corr.1 (communication de la Corée)

G/SG/Q1/IND/2 (communication du Canada)

G/SG/Q1/IND/3 (communication du Japon)

Les réponses aux questions de la Corée et du Canada figuraient dans le document suivant:

G/SG/Q1/IND/4 + Corr.1

14. Les questions concernant la législation de la Corée figuraient dans le document suivant:

G/SG/Q1/KOR/3 (communication du Canada)

Les réponses à ces questions figuraient dans le document suivant:

G/SG/Q1/KOR/5

15. Aucune question n'a été posée au sujet des notifications de législations adressées par la Bolivie, la Bulgarie, Chypre, l'Équateur, la Mongolie, la République slovaque ou la Turquie.

16. Le Président a rappelé aux Membres que dans le cas des législations déjà examinées qui devaient figurer à l'ordre du jour de la réunion que le Comité tiendrait à l'automne, les questions écrites devaient parvenir au Membre concerné et au Secrétariat d'ici au 11 septembre 1998. La date limite fixée pour la communication des réponses écrites à ces questions était le 9 octobre 1998.

17. Le Président a rappelé aux Membres qu'il était important de fournir des réponses écrites aux questions posées par écrit. Les questions et réponses échangées de cette manière étaient les seules traces écrites de l'examen des législations par le Comité. Ainsi, les archives du Comité demeuraient incomplètes lorsque les questions restaient sans réponse ou qu'il n'y était répondu que longtemps après la réunion au cours de laquelle l'examen avait eu lieu. Le Président a demandé instamment à tous les Membres de respecter les dates limites fixées par le Comité pour la communication des réponses écrites. Il a fait observer, en outre, que deux Membres (Côte d'Ivoire et Fidji) n'avaient pas encore apporté de réponses écrites aux questions concernant leurs notifications de législations examinées lors de réunions antérieures. Il a prié instamment ces Membres de donner leurs réponses dès que possible.

18. Le Comité a pris note de la déclaration.

ii) Situation des notifications de législations

19. Le Président a signalé qu'un grand nombre de Membres n'avaient pas encore notifié leur législation. En particulier, le Secrétariat n'avait pas encore reçu les notifications des 40 Membres suivants: Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Djibouti, Dominique, Gabon, Gambie, Grenade, Guinée-Bissau, Guyana, Îles Salomon, Jamaïque, Koweït, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad et Togo.

20. Cette situation entretenait un manque de transparence très fâcheux en matière de notification des législations. Le Président a redemandé instamment à tous les Membres qui ne l'avaient pas encore fait de s'acquitter de leur obligation de notification, et à tous les autres Membres de les encourager à le faire.

21. La délégation de la Pologne a déclaré que son pays avait entrepris, conformément à ce qui était notifié dans le document G/SG/N/1/POL/1 du 27 mars 1995, d'examiner sa législation et sa réglementation administrative pour s'assurer de leur compatibilité avec l'Accord sur les sauvegardes. Elle a fait savoir que ce processus avait été mené à son terme et que la Pologne avait adopté en conséquence la Loi du 11 décembre 1997 sur la protection contre l'accroissement des importations de marchandises sur le territoire douanier de la Pologne, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1998. Cette nouvelle loi était actuellement traduite du polonais en anglais et serait notifiée au Comité dès que la traduction serait achevée.

22. Le Comité a pris note des déclarations.

C. Notifications de décisions en rapport avec les mesures de sauvegarde

i) Notifications d'ouverture d'enquête (article 12:1 a))

ii) Notifications de constatations de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations (article 12:1 b))

23. Le Président a dit que depuis la dernière réunion du Comité, l'ouverture d'une enquête au sujet de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave et les raisons de cette action

avaient été notifiées par l'Argentine dans le cas des jouets (G/SG/N/6/ARG/2), par l'Inde dans celui du noir d'acétylène (G/SG/N/6/IND/1), par l'Inde dans celui du noir de carbone (G/SG/N/6/IND/2), par ce même pays dans celui du polyol pour blocs de mousse (G/SG/N/6/IND/3) et par les États-Unis dans celui du gluten de froment (blé) (G/SG/N/6/USA/4). En outre, les États-Unis avaient notifié la constatation de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations de gluten de froment (blé) (G/SG/N/8/USA/2/Rev.1/Suppl.1).

24. S'agissant de la notification de l'Argentine, le représentant de la Malaisie a déclaré que son pays faisait partie des pays Membres de l'OMC qui étaient intéressés en tant qu'exportateurs de jouets en Argentine et qui seraient touchés si l'enquête en cours concernant les importations de ces produits débouchait sur une mesure de sauvegarde. La Malaisie reconnaissait que l'Argentine avait le droit d'invoquer l'Accord sur les sauvegardes et elle était convaincue que le gouvernement argentin respecterait l'esprit et les dispositions dudit accord. Elle a demandé à l'Argentine des explications sur la page 5 de sa notification qui indiquait que le règlement relatif à l'application de mesures de sauvegarde aux importations en provenance de pays non membres du MERCOSUR établissait, au "chapitre XII - Dispositions transitoires" - une période de transition allant jusqu'au 31 décembre 1998, au cours de laquelle les États parties continueraient d'appliquer leurs législations nationales dans le cas de mesures de sauvegarde devant être appliquées par l'un d'eux uniquement. La Malaisie souhaitait une mise au point sur ce qui se produirait au terme de cette période de transition, le 31 décembre 1998, si une décision d'appliquer une mesure de sauvegarde aux importations de jouets était prise, et sur la conformité de ce règlement aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes. Elle souhaitait obtenir un exemplaire dudit règlement et de la Décision n° 17 du Conseil du MERCOSUR, du 17 décembre 1996. Elle suivrait de près l'évolution de la situation car l'Argentine était un marché important, en pleine expansion, et son troisième partenaire commercial en Amérique latine.

25. Le représentant des États-Unis a dit que la notification n'avait pas été distribuée aux Membres avant le 17 avril 1998. Il a demandé à l'Argentine pourquoi elle n'avait été adressée au Secrétariat que le 30 mars 1998 bien que l'enquête ait été ouverte le 3 février 1998. Il a aussi demandé des informations à jour sur l'état d'avancement de l'enquête afin de savoir si une audition publique avait eu lieu et, dans le cas contraire, quand la Commission argentine du commerce extérieur devait normalement procéder à une audition, conclure l'enquête et faire une détermination relative à l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave. Il s'est associé à la question posée par la Malaisie à l'Argentine au sujet de la notification des dispositions transitoires du règlement du Conseil du MERCOSUR. Enfin, les États-Unis souhaitaient que l'Argentine communique les taux de droit effectivement appliqués et les taux consolidés concernant les produits faisant l'objet de l'enquête.

26. La Communauté européenne a fait observer, comme les États-Unis précédemment, que la décision d'ouvrir l'enquête avait été prise le 3 février au plus tard, puis notifiée le 30 mars 1998, et que cette notification avait été distribuée aux Membres le 15 avril, ce qui représentait un retard supérieur à deux mois. Elle était d'avis que cela n'était pas conforme aux dispositions de l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes, qui prévoyait que l'ouverture d'une enquête devait être notifiée immédiatement. En outre, la législation du MERCOSUR en matière de sauvegardes n'avait pas été notifiée au Comité. La Communauté invitait l'Argentine ou la présidence du MERCOSUR à faire cette notification, ce qui avait déjà été demandé lors de la dernière réunion ordinaire du Comité dans le cadre de l'examen de la notification, par l'Argentine, de l'application d'une mesure de sauvegarde aux chaussures.

27. Le représentant de l'Argentine a déclaré que son pays répondrait par écrit à toute question écrite aussi rapidement que possible, conformément aux procédures convenues.

28. Le représentant de la Communauté européenne a précisé qu'il n'existait aucune procédure, telle que celle suivie pour l'examen des législations, prévoyant des questions et réponses écrites pour

l'examen des notifications de mesures de sauvegarde. Il croyait comprendre que les questions posées oralement lors de l'examen d'une mesure de sauvegarde ne nécessitaient pas de confirmation écrite.

29. Le Président a déclaré qu'aucune règle de procédure n'obligeait à poser les questions par écrit lors de l'examen d'une mesure de sauvegarde et a invité l'Argentine à faire de son mieux pour répondre oralement aux questions posées.

30. À la première question, le représentant de l'Argentine a répondu que l'ouverture de l'enquête avait été notifiée conformément aux dispositions de l'Accord. La Commission du commerce extérieur devait procéder à une audition publique lorsque l'enquête approchait de sa fin et avant de rendre sa détermination relative à l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave. L'audition qui avait déjà eu lieu était celle faite par le Secrétaire au commerce, aux investissements et aux mines. En ce qui concerne le moment où la Commission devait normalement rendre sa détermination finale, la réglementation prévoyait une durée maximale d'enquête qui serait respectée. Pour ce qui était des taux de droit, l'Argentine les communiquerait à la délégation des États-Unis, selon sa demande. Quant à la notification du règlement du MERCOSUR relatif aux sauvegardes, l'Argentine a déclaré qu'elle avait fait savoir au Comité que ce texte était notifié à l'OMC et examiné par le Comité des accords commerciaux régionaux.

31. Le représentant de la Malaisie a demandé que tous les documents qui devaient être communiqués par l'Argentine aux États-Unis le soient également à la Malaisie.

32. Le représentant des États-Unis a demandé à l'Argentine de préciser les modalités d'application d'une mesure de sauvegarde adoptée par ce pays après le 31 décembre 1998, en vertu des dispositions du règlement du MERCOSUR.

33. Le représentant de l'Argentine a répondu que le MERCOSUR élaborait actuellement le cadre réglementaire applicable aux sauvegardes. Il était donc impossible de donner de plus amples explications sur la manière dont la mesure serait appliquée après le 1^{er} janvier 1999.

34. Le représentant du Brésil a souligné qu'en ce qui concerne la notification du règlement du MERCOSUR, la Communauté européenne avait posé les mêmes questions à la dernière réunion ordinaire du Comité et qu'il avait été alors précisé que le texte définitif de la décision et la forme définitive des mesures qui seraient appliquées après la période de transition étaient encore à l'étude au niveau du MERCOSUR. Les pays du MERCOSUR considéraient qu'il était vain de notifier ce qui était transitoire et attendaient de pouvoir notifier les dispositions définitives lorsqu'elles seraient approuvées. L'intervenant a précisé qu'actuellement c'était la législation nationale de chaque membre du MERCOSUR, déjà notifiée, qui était appliquée.

35. Le représentant de la Communauté européenne a déclaré que même si les dispositions transitoires du MERCOSUR prévoyaient simplement que la législation de chaque pays était applicable, elles devaient être notifiées au Comité aux fins de la transparence. Une notification au Comité des accords commerciaux régionaux ne dispensait pas de l'obligation de notifier la législation en matière de sauvegardes au Comité des sauvegardes.

36. S'agissant des notifications de l'Inde, le représentant du Japon a fait observer qu'outre les deux enquêtes en matière de sauvegardes, mentionnées au point C.1 de l'ordre du jour, concernant le noir d'acétylène et le noir de carbone, le gouvernement indien avait ouvert en janvier et février 1997 des enquêtes sur le polyol pour blocs de mousse souple, le propylène glycol et le caoutchouc butadiène styrène. L'enquête relative au caoutchouc butadiène styrène avait été suspendue lors de l'ouverture d'une enquête antidumping. Le Japon était préoccupé par cette situation. De par leur nature, les mesures de sauvegarde étaient prises à titre exceptionnel, en cas d'urgence et conformément à certaines dispositions. C'est pourquoi seules 14 enquêtes avaient été ouvertes dans le monde au cours

des trois dernières années. Cependant, le gouvernement indien n'en avait ouvert pas moins de cinq en trois mois seulement. En conséquence, le Japon examinerait de près toute mesure que l'Inde pourrait prendre à l'avenir, en veillant particulièrement à sa conformité aux dispositions de l'Accord de l'OMC et à son caractère raisonnable.

37. Le représentant du Japon a dit que l'Inde avait adopté, avec effet à compter du 29 juillet 1997, un Règlement sur le tarif douanier concernant les mesures de sauvegarde, et l'avait notifié au Comité le 18 décembre 1997 (G/SG/N/1/IND/2). Juste avant cette notification, à la fin novembre 1997, l'Inde avait ouvert une première enquête en matière de sauvegardes, suivie de quatre autres jusqu'à présent. Le Japon a demandé quelles avaient été les modifications apportées à la politique de l'Inde en la matière qui avaient entraîné l'ouverture de tant d'enquêtes dans un intervalle aussi bref.

38. Dans le cas de l'enquête concernant le noir d'acétylène, le Japon considérait que l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé à la branche de production nationale était extrêmement contestable car la consommation intérieure aussi augmenté. De plus, la production de trois des quatre producteurs nationaux requérants avait augmenté davantage que les importations. Le Japon estimait qu'il était extrêmement douteux que l'accroissement allégué des importations soit à l'origine d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, si tant est que ce dommage ou cette menace existe. En outre, l'Inde ne s'était pas référée, dans sa constatation préliminaire de l'existence d'un dommage, à la condition énoncée dans l'expression "par suite de l'évolution imprévue des circonstances" car sa réglementation ne l'y obligeait pas.

39. La délégation du Japon a demandé à l'Inde si elle avait notifié au Comité l'ouverture d'enquêtes concernant le propylène glycol et le caoutchouc butadiène styrène.

40. Le représentant de Singapour s'est déclaré gravement préoccupé par les enquêtes en matière de sauvegardes ouvertes récemment par l'Inde en ce qui concerne les importations de noir d'acétylène, de noir de carbone et de polyol pour blocs de mousse souple de masse moléculaire 3 000 à 4 000. Cependant, ce n'étaient là que trois des cinq enquêtes, ouvertes ces six derniers mois, dont Singapour avait connaissance. Ses préoccupations avaient trait à leur conformité, tant en matière de procédure que sur le fond, aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes. L'article 12:1 a) dudit accord disposait qu'un Membre était tenu de notifier "immédiatement au Comité des sauvegardes l'ouverture d'une enquête au sujet de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, et les raisons de cette action". L'Inde avait ouvert en février une enquête concernant les importations de propylène glycol, qu'elle n'avait pas encore notifiée officiellement au Comité. Singapour souhaitait avoir des précisions sur l'état d'avancement de cette enquête et connaître les raisons pour lesquelles cette notification était retardée. En outre, l'intervenant a fait observer que les enquêtes concernant le noir d'acétylène, le noir de carbone et le polyol pour blocs de mousse souple avaient été ouvertes un certain temps avant d'être notifiées au Comité, comme l'indiquaient les notifications publiées sous les cotes G/SG/N/IND/1 à 3. Il a demandé instamment au gouvernement indien de respecter strictement, dans la conduite de ces enquêtes, les règles de procédure découlant de l'Accord sur les sauvegardes, notamment en ce qui concerne la notification et les consultations. Singapour s'est réservé le droit de revenir sur cette question et d'autres questions relatives au respect de la procédure dans les enquêtes et les constatations auxquelles elles aboutissaient.

41. Sur le fond, Singapour a limité ses observations au cas du noir d'acétylène car il continuait à étudier les cas du noir de carbone et du polyol pour blocs de mousse souple. L'enquête concernant le noir d'acétylène avait progressé avec la communication, en janvier dernier, des constatations préliminaires de l'Autorité indienne en matière de sauvegardes. Ces constatations mentionnaient que les allégations de dommage grave formulées par les producteurs nationaux étaient fondées et recommandaient qu'un droit de sauvegarde provisoire soit imposé pendant 200 jours dans l'attente d'une détermination finale. Bien qu'aucune décision définitive n'ait été encore prise à propos de cette recommandation, Singapour avait de sérieuses réserves au sujet de ces constatations. La disposition

applicable dans ce cas était celle de l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes, concernant les mesures de sauvegarde provisoires, qui disposait entre autres que: "Dans des circonstances critiques où tout délai causerait un tort qu'il serait difficile de réparer, un Membre pourra prendre une mesure de sauvegarde provisoire après qu'il aura été déterminé à titre préliminaire qu'il existe des éléments de preuve manifestes selon lesquels un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave." Singapour estimait que ni le critère des circonstances critiques ni celui du lien de causalité, évoqués audit article, n'avaient été à l'évidence respectés dans les constatations préliminaires concernant le noir d'acétylène. Il était douteux que l'expression "circonstances critiques" décrive la situation des producteurs indiens de noir d'acétylène, et ceci pour deux raisons. En premier lieu, les statistiques montraient clairement que pendant la majeure partie de la période couverte par l'enquête, leur production avait augmenté. Une légère diminution de cette production apparaissait à l'extrême fin de la période. En second lieu, il était prouvé que les producteurs nationaux avaient bénéficié d'une progression de la demande au cours de la période couverte par l'enquête. Ainsi, la situation du marché démentait que des circonstances critiques justifient un droit de sauvegarde provisoire.

42. Singapour a déclaré que les dispositions de l'article 6 indiquaient clairement que des éléments de preuve manifestes d'un lien de causalité entre un accroissement soudain des importations et un dommage au niveau national devaient exister. La simultanéité d'un tel accroissement et d'une dégradation croissante de la situation nationale ne suffisait pas à démontrer et à prouver l'existence de ce lien. En effet, cette dégradation pouvait résulter d'autres facteurs très divers. Il y avait des raisons de penser que la production indienne de noir d'acétylène avait été dans ce cas. Diverses sources avaient mentionné des coupures de courant et des problèmes de personnel fréquents ainsi qu'un procédé de production coûteux parmi les obstacles importants empêchant les producteurs nationaux de satisfaire la demande. Il était possible que ces facteurs aient favorisé le recul signalé de leurs ventes, de leur production et de l'utilisation de leurs capacités. L'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes disposait clairement que: "Lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage à la branche de production nationale en même temps, ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations." Bien que l'Autorité indienne en matière de sauvegardes ait mentionné certains de ces facteurs dans ses constatations préliminaires, elle ne les avait pas examinés de manière appropriée. Singapour réservait ses droits, s'agissant de cette question et d'autres questions relatives aux enquêtes de l'Inde concernant le noir d'acétylène, le noir de carbone et le polyol pour blocs de mousse souple.

43. Singapour partageait l'avis que les sauvegardes avaient souvent une importance déterminante pour l'existence et le fonctionnement du GATT car elles opéraient à la fois comme des soupapes de sécurité et des mécanismes d'assurance. Cependant, comme elles représentaient une dérogation aux obligations découlant du GATT, elles ne devaient être tolérées qu'après un examen attentif. C'était précisément pourquoi l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX du GATT comportaient des obligations de procédure et de fond rigoureuses qu'il fallait respecter avant de pouvoir recourir à de telles mesures. Un manquement à ces obligations éveillait des doutes sur la légitimité de ces mesures et surtout impliquait une violation des droits des partenaires commerciaux concernés. Singapour exhortait l'Autorité indienne en matière de sauvegardes à réexaminer ses recommandations relatives au noir d'acétylène. La mesure proposée était contraire non seulement aux intérêts légitimes des producteurs singapouriens mais aussi aux intérêts indiens, notamment ceux des fabricants et consommateurs de piles sèches, et compromettait la compétitivité des produits indiens au niveau international.

44. Singapour était également préoccupé par la multiplication récente des mesures de sauvegarde prises par l'Inde et demandait instamment au gouvernement indien d'examiner et d'évaluer attentivement chaque mesure de sauvegarde afin d'en assurer la conformité à la lettre et à l'esprit de l'Accord sur les sauvegardes. Ces mesures avaient des incidences importantes tant sur les courants

d'échanges commerciaux bilatéraux que sur la sécurité créée par le système commercial multilatéral fondé sur des règles.

45. Le représentant de l'Afrique du Sud a dit que sa délégation reconnaissait à l'Inde le droit de recourir à des mesures de sauvegarde lorsque certaines importations causaient un dommage grave à la production nationale. L'Afrique du Sud comptait parmi les six premiers fournisseurs de noir d'acétylène de l'Inde. Sa première préoccupation avait trait au non-respect, par l'Inde, des dispositions de l'article 12:1 a) de l'Accord relatives aux procédures de notification. La seconde concernait des questions de fond. L'imposition d'un droit de sauvegarde provisoire sur les importations indiennes de noir d'acétylène n'était pas justifiée par la situation. Les statistiques disponibles indiquaient que la part de marché des fournisseurs indiens de noir d'acétylène avait été supérieure à 97 pour cent jusqu'en 1996 et de 85 pour cent en 1997. Ainsi, la production nationale n'avait diminué que vers la fin de la période couverte par l'enquête. C'est pourquoi l'affirmation selon laquelle les producteurs nationaux perdraient la majeure partie du marché national en 1998 n'avait pas été suffisamment vérifiée ni justifiée. De plus, la prescription relative au lien de causalité, énoncée à l'article 6 de l'Accord, n'avait pas été prise en considération de manière satisfaisante. La perte de parts de marché par les fournisseurs indiens aurait pu être imputée non seulement à l'accroissement soudain des importations mais aussi à d'autres facteurs, tels que des hausses de tarif de l'électricité, une alimentation électrique irrégulière et des coupures fréquentes, ainsi que des problèmes entre les partenaires sociaux, entre autres. L'Afrique du Sud a déclaré que l'Autorité indienne en matière de sauvegardes et la branche de production nationale avaient déjà reconnu que ces problèmes étaient les causes de leur situation difficile, ou avaient admis ce que Singapour avait appelé "la simultanéité d'un accroissement des importations et d'une dégradation croissante de la situation nationale". L'Afrique du Sud a invité l'Autorité indienne susmentionnée à revoir ses recommandations relatives au noir d'acétylène.

46. Le représentant de la Corée a dit que depuis l'adoption, l'année dernière, d'une législation en matière de sauvegardes en Inde, plusieurs demandes d'enquête avaient été déposées et que le gouvernement indien avait ensuite décidé d'ouvrir des enquêtes. Bien que l'on puisse s'attendre à quelques erreurs au début du fonctionnement du régime de sauvegarde, la Corée considérait que le gouvernement indien avait pris ses décisions sans examiner de près la gravité du dommage et le lien de causalité entre le dommage et l'accroissement des importations, comme les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes l'y obligeaient. Il avait décidé d'ouvrir le 19 janvier 1998 une enquête concernant le caoutchouc butadiène styrène (SBR) bien qu'il semble que les importations de ce produit n'avaient pas causé ou ne menaçaient pas de causer un dommage grave à la branche de production nationale. Environ un mois plus tard, le 26 février 1998, il avait suspendu l'enquête et transmis l'affaire à l'autorité antidumping car une demande d'enquête antidumping avait été déposée. Comme l'Inde avait libéralisé assez lentement et récemment ses échanges, ces décisions d'ouvrir des enquêtes en matière de sauvegardes, motivées par un accroissement temporaire des importations de produits ayant fait l'objet de mesures de libéralisation, compromettraient la détermination du gouvernement indien à poursuivre cette libéralisation.

47. Le manque d'information et de transparence dans ce processus préoccupait aussi la Corée. Le gouvernement indien n'avait notifié à l'OMC ni l'ouverture ni la suspension de l'enquête concernant le SBR. Dans le cas du noir de carbone, la décision d'ouvrir une enquête en matière de sauvegardes avait été prise le 5 février 1998. La notification, qui ne contenait que des informations partielles, n'avait été adressée au Comité des sauvegardes que le 17 mars 1998. De plus, l'ouverture, le 26 février 1998, de l'enquête en matière de sauvegardes concernant le propylène glycol n'avait pas encore été notifiée. Rappelant que selon l'article 12:1 de l'Accord, un Membre devait notifier "immédiatement" au Comité l'ouverture d'une enquête, la Corée était préoccupée par le fait que le gouvernement indien n'ait pas notifié ces enquêtes conformément à cette disposition.

48. Dans le cas du noir de carbone, la branche de production indienne avait affirmé que l'accroissement des importations lui avait causé un dommage grave et l'Inde avait estimé qu'il y avait lieu de présumer que les importations de ce produit avaient menacé de causer un dommage grave aux producteurs nationaux. Cependant, les états financiers de Cabot India Ltd., communiqués uniquement dans la requête, montraient que les bénéfices nets avaient atteint 140,9 millions de roupies au cours de l'exercice comptable allant d'octobre 1996 à septembre 1997, contre 70,9 millions de roupies au cours de l'exercice précédent. Un bénéfice de 41,4 millions de roupies avait été enregistré pendant les six mois allant jusqu'au 30 septembre 1997, période au cours de laquelle selon les requérants les importations de noir de carbone s'étaient accrues considérablement. L'article 4:1 b) disposait que l'expression "menace de dommage grave" s'entendait de l'imminence évidente d'un dommage grave. La détermination de l'existence d'une menace de dommage grave se fonderait sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. La Corée était d'avis qu'une dégradation générale notable de la situation de la branche de production indienne du noir de carbone n'était pas imminente au point de justifier la mesure de sauvegarde en question, car cette branche de production faisait encore des bénéfices sur la vente de ce produit malgré l'accroissement des importations. Cette situation indiquait clairement que c'étaient surtout d'autres facteurs, et non cet accroissement, qui avaient causé un dommage éventuel à cette branche de production.

49. La Corée savait que le gouvernement indien prendrait bientôt une décision préliminaire au sujet de l'existence d'un dommage grave causé à la branche de production du noir de carbone. Elle lui demandait instamment de respecter les dispositions de procédure et de fond énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes afin d'assurer l'objectivité, la neutralité et la transparence dans l'enquête et l'application des mesures de sauvegarde.

50. Le représentant des Philippines a approuvé toutes les observations formulées par Singapour. En outre, il a mentionné tout particulièrement, en ce qui concerne les dispositions de l'article 12:1 a) de l'Accord, la notification de l'Inde en date du 28 novembre 1997 dont le paragraphe 7 contenait la phrase suivante: "Leur demande a été examinée et il a été constaté qu'il y a lieu de présumer qu'un accroissement des importations de noir d'acétylène a causé et menace de causer un dommage grave". L'expression "il y a lieu de présumer" indiquait que les autorités indiennes avaient estimé la requête suffisante, du point de vue de la forme et du fond, pour justifier une enquête. Cette expression signifiait d'ordinaire qu'il s'agissait d'une présomption réfutable. Si c'était la signification qui lui était donnée, les Philippines étaient préoccupées par le fait qu'à la date de l'ouverture de l'enquête, les autorités indiennes aient constaté qu'il y avait lieu de présumer l'existence d'un dommage grave uniquement sur la base d'allégations des requérants. Leurs préoccupations étaient nourries par la notification proprement dite, qui mentionnait que les importations s'étaient accrues et que la production nationale avait diminué mais qui n'évoquait nullement le lien de causalité entre les deux phénomènes pour donner au moins un semblant de justification à cette détermination fondée sur une présomption. En janvier, les autorités indiennes avaient publié une constatation préliminaire de l'existence d'un dommage grave causé à la production nationale, ce qui amenait à se demander ce qui s'était produit au stade de cette constatation. Ayant d'abord constaté qu'il y avait lieu de présumer l'existence d'un dommage, les autorités indiennes avaient-elles imposé aux parties faisant l'objet de la mesure de sauvegarde la charge de réfuter la présomption de dommage grave?

51. Les Philippines reconnaissaient que l'Inde avait, comme tout autre Membre, le droit d'invoquer tout droit découlant d'un des Accords de l'OMC, quel qu'il soit. Dans le cadre de l'examen récent de la politique commerciale de l'Inde, le Secrétariat avait fait observer notamment que la politique générale de ce pays était "plus ouvertement axée sur l'exportation, ce qui augmentait les risques d'une mauvaise affectation des ressources". Jusqu'à la fin de 1997, l'Inde n'avait jamais invoqué les dispositions de l'article XIX du GATT ou de l'Accord sur les sauvegardes alors qu'en quelques mois, elle avait ouvert au moins les enquêtes concernant le noir d'acétylène et deux ou trois autres produits. Les Philippines étaient convaincues que cette augmentation soudaine du nombre d'enquêtes et les observations du Secrétariat dans le cadre de l'examen de sa politique commerciale

n'étaient qu'une coïncidence et ne relevaient pas d'une intention. Les mesures telles que les sauvegardes étaient l'exception à la règle et chaque Membre devait y avoir recours avec modération en tenant compte des droits des autres Membres et en respectant strictement les procédures car ce respect avait aussi, finalement, une incidence sur les droits fondamentaux de ces derniers.

52. La délégation de l'Australie partageait les préoccupations dont d'autres Membres avaient fait part au sujet de la ligne de conduite que l'Inde semblait adopter au vu des mesures de sauvegarde qu'elle avait prises ces derniers mois et des problèmes relatifs au lien de causalité que posaient les enquêtes en question. L'Australie serait très inquiète si ces mesures visaient à remplacer les anciennes restrictions à l'importation. Dans le cas du noir de carbone, la branche de production australienne était directement intéressée et on attendait ses observations sur les détails de cette enquête en matière de sauvegardes. L'Australie comptait donc revenir sur cette mesure. Elle craignait qu'elle vise à remplacer un régime de licence par un autre. Selon son analyse actuelle des données, le manque à gagner était dû à une hausse des coûts en Inde et non à un accroissement soudain des importations. Comme d'autres Membres, l'Australie était préoccupée par le fait que l'Inde ait tardé à notifier à l'OMC, conformément aux dispositions de l'article 12 de l'Accord, ses décisions relatives à l'ouverture d'enquêtes. Elle se félicitait de la notification qui avait été adressée à sa Haute Commission à New Delhi lors de l'ouverture de l'enquête, mais cela ne dispensait pas l'Inde de la notifier immédiatement au Comité et aux autres Membres de l'OMC. L'Australie s'est fait l'écho des remarques formulées par d'autres Membres qui reconnaissaient que tout Membre avait le droit de recourir à des mesures de sauvegarde, mais devait pour cela se conformer totalement aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes.

53. La délégation de Hong Kong, Chine a déclaré que Hong Kong, Chine avait été citée dans l'enquête de l'Inde en matière de sauvegardes concernant le propylène glycol, bien qu'aucune information officielle ne lui soit parvenue jusqu'à présent. Outre qu'elle était préoccupée au sujet des dispositions de l'article 12:1 a), Hong Kong, Chine vérifiait si elle exportait bien ce produit.

54. Le représentant des États-Unis a déclaré que son pays avait été mentionné comme ayant un intérêt en tant qu'exportateur de deux des produits en question, le noir de carbone et le polyol pour blocs de mousse souple, et il s'est réservé le droit de soulever des questions et de formuler des observations ultérieurement, après avoir consulté la branche de production de son pays. Il a demandé s'il y avait eu une détermination préliminaire au moins dans le cas de l'application de mesures de sauvegarde provisoires au noir d'acétylène. Il apparaissait qu'il ne s'agissait que d'une recommandation et que celle-ci n'avait donc pas encore été notifiée au Comité. Elle aurait dû être au moins mentionnée dans la notification de l'ouverture de l'enquête si la décision de la formuler avait été prise antérieurement.

55. L'intervenant a demandé à l'Inde de compléter certaines des informations fournies dans chacune des notifications faites au titre de l'article 12:1 a), en particulier les tableaux figurant au paragraphe 4 en indiquant la valeur des importations et celle de la production nationale pour chacune des périodes, car seule la quantité, en tonnes métriques, avait été mentionnée. Il a aussi demandé à l'Inde de communiquer les données relatives à la consommation apparente tant en valeur qu'en volume pour chacune des périodes ainsi que les taux de droit appliqués et les taux consolidés concernant les produits en question, et de décrire précisément toutes les restrictions à l'importation, telles que les licences d'importation préalables fondées sur la valeur, mentionnées dans la notification concernant le noir d'acétylène, qui étaient actuellement appliquées aux produits concernés ou leur auraient été appliquées à tout moment au cours de la période couverte par l'enquête.

56. Le représentant de la Communauté européenne a souligné que les mesures de sauvegarde avaient un caractère exceptionnel et qu'il fallait donc respecter strictement toutes les obligations de procédure et de fond. La Communauté européenne était préoccupée par les cinq enquêtes ouvertes par l'Inde, les trois qui avaient été notifiées et les deux qui ne l'avaient pas été. Sous réserve de

confirmation, elle avait des intérêts en tant qu'exportatrice dans tous les cas. Les prescriptions d'ordre procédural auraient dû être respectées. Comme dans le cas de l'Argentine, le sens du mot "immédiatement", qui figurait à l'article 12:1 a), n'était pas respecté lorsqu'une notification était adressée plus d'un mois après l'ouverture d'une enquête. Pour ce qui était de l'enquête concernant le noir d'acétylène, les éléments de preuve examinés par l'Inde étaient insuffisants au regard de l'article 6 et, comme Singapour l'avait dit, l'Inde ne s'était conformée ni aux prescriptions concernant les circonstances critiques ni à celles qui avaient trait au lien de causalité. L'Inde ne devait donc pas appliquer de mesures provisoires à ce stade car elles n'étaient pas justifiées.

57. Le représentant de la Thaïlande s'est déclaré gravement préoccupé par les enquêtes en matière de sauvegardes, notifiées au Comité, que l'Inde avait ouvertes au sujet de trois produits au moins et par celles qui concernaient deux autres produits et que d'autres Membres avaient mentionnées. La Thaïlande avait été citée comme l'un des exportateurs touchés au moins dans deux cas: celui de l'enquête concernant le noir de carbone, ouverte le 5 février 1998 et notifiée le 17 mars 1998 dans le document G/SG/N/6/IND/2, et celui de l'enquête relative au polyol pour blocs de mousse souple de masse moléculaire 3 000 à 4 000, ouverte le 26 février 1998 et notifiée à l'OMC le 25 mars 1998 dans le document G/SG/N/6/IND/3.

58. La Thaïlande était préoccupée par le nombre alarmant d'enquêtes en matière de sauvegardes que l'Inde avait ouvertes au cours des six derniers mois ainsi que par le retard avec lequel elle avait notifié ces mesures à l'OMC. Elle reconnaissait qu'un Membre avait le droit de recourir aux dispositions énoncées à l'article XIX du GATT de 1994 et dans l'Accord sur les sauvegardes mais rappelait qu'en appliquant les dispositions de l'Accord, les Membres devaient reconnaître qu'il fallait accroître la concurrence sur les marchés internationaux et non la limiter. Elle a exhorté l'Inde à respecter, dans ses enquêtes, la lettre et l'esprit de l'Accord.

59. La Thaïlande a demandé que l'Autorité indienne en matière de sauvegardes examine sérieusement les faits ci-après au cours de son enquête concernant le noir de carbone. Elle avait pris des mesures de libéralisation en appliquant des droits de douane nuls aux importations de matières premières pour la production de noir de carbone destiné à l'exportation alors que l'Inde avait imposé des droits très élevés sur les importations de ces matières premières, qui représentaient plus de 50 pour cent du coût de production total du noir de carbone. Les dévaluations provoquées par la crise financière récente n'avaient pas donné aux exportateurs des pays concernés la possibilité de réduire leurs prix à l'exportation mais avaient modifié normalement le prix relatif: elles avaient rendu automatiquement le noir de carbone de Thaïlande moins cher que celui d'autres origines, y compris le noir de carbone indien dont le prix était élevé. C'était ce qui ressortait à l'évidence du tableau communiqué par les requérants: celui-ci montrait que le prix en roupies de ce produit, importé en provenance des trois pays qui avaient subi la crise financière, n'avait pas varié anormalement entre 1995 et 1997.

60. Reconnaissant que les procédures en étaient encore au stade de l'enquête dans ces deux affaires de sauvegarde, la Thaïlande se réservait le droit de revenir ultérieurement sur ces questions et sur la législation notifiée récemment.

61. S'agissant de l'enquête concernant les importations de noir de carbone, le représentant de l'Indonésie a déclaré que son pays reconnaissait à tout Membre le droit de prendre des mesures de sauvegarde pour remédier à un dommage grave ou le prévenir et pour faciliter l'ajustement. Cependant, pour que l'équilibre des droits et obligations découlant de l'Accord ne soit pas compromis, il fallait recourir avec autant de modération que possible aux enquêtes en matière de sauvegardes, qui ne devaient pas servir de précédents à un véritable harcèlement. L'Indonésie considérait que cette enquête ouverte par l'Inde n'était pas conforme aux dispositions des articles 2, 4, 5 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes. Un préjudice grave serait ainsi causé aux intérêts commerciaux de l'Indonésie

concernant le noir de carbone. L'Indonésie demandait instamment à l'Inde de mettre ses mesures en conformité avec ses obligations découlant dudit accord.

62. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que son pays avait grand intérêt, d'un point de vue systémique, à ce que le recours aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes soit modéré. Si une enquête était ouverte chaque fois qu'il y avait un accroissement des importations et une diminution ultérieure ou simultanée de la production nationale, le Comité passerait des semaines à examiner des notifications. La Nouvelle-Zélande reconnaissait que l'Inde et tout autre Membre avaient le droit d'invoquer ces dispositions, le cas échéant. Cependant, lorsqu'un lien de causalité existait, il était indispensable que celui-ci soit décrit clairement dans la notification, comme le prescrivaient les dispositions de l'Accord. La Nouvelle-Zélande s'est déclarée préoccupée par le fait que le recours, par l'Inde, à ces dispositions se soit récemment et soudainement accru.

63. Le représentant de l'Inde a déclaré que certaines des questions soulevées par des Membres, en particulier celles concernant un recours apparemment accru à des mesures de sauvegarde, avaient été posées, et qu'il y avait été répondu au cours de l'examen de la politique commerciale de l'Inde. Cependant, celle-ci s'efforcerait, également à la présente réunion, de donner une réponse synthétique à ces questions. Elle était très attachée au fait que l'OMC soit fondée sur des règles et était consciente de la nécessité de faire en sorte que tout droit préliminaire ou définitif ne soit imposé que conformément aux dispositions du GATT de 1994, tout en reconnaissant aux branches de production nationale le droit de formuler leurs préoccupations. Elle a répété que toutes les décisions prises jusqu'à présent, limitées à l'ouverture d'enquêtes, l'avaient été conformément à la réglementation nationale en vigueur, elle-même compatible avec les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes.

64. Des Membres avaient signalé une multiplication soudaine des enquêtes en matière de sauvegardes ces derniers mois. L'intervenant a donné, à cet égard, l'explication suivante: la réglementation nationale en matière de sauvegardes était en préparation depuis la fin de 1996 et les requêtes reçues pendant ce temps avaient donc été laissées en suspens. Plusieurs d'entre elles avaient donc dû être examinées ensemble, une fois que cette réglementation avait été établie définitivement. Après un examen attentif et après avoir suivi la procédure prévue, l'autorité compétente avait pris la décision d'ouvrir une enquête préliminaire dans certains de ces cas. En conséquence, les notifications y relatives avaient été tout naturellement concentrées. Les Membres comprendraient donc que cette concentration de notifications, qui ne concernaient que l'ouverture d'enquêtes préliminaires, était due à ces circonstances.

65. L'Inde a rappelé que certaines délégations, tout en admettant qu'elle avait le droit de prendre des mesures de sauvegarde, s'étaient déclarées préoccupées par la procédure suivie et, implicitement, par celle qu'elle se proposait de suivre dans les enquêtes. Elle se félicitait de l'esprit dans lequel ces observations avaient été formulées mais avait des doutes sur le fond. Jusqu'à présent, elle n'avait ouvert que des enquêtes préliminaires. L'autorité compétente avait proposé des droits provisoires dans le cas du noir d'acétylène mais cette proposition devait encore être confirmée. Une préoccupation d'ordre procédural, exprimée par des Membres à cet égard, avait trait au laps de temps écoulé entre l'ouverture des enquêtes et leur notification à l'OMC. Selon l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes, un Membre devait notifier immédiatement au Comité des sauvegardes l'ouverture d'une enquête. Bien que le terme "immédiatement" n'ait pas été explicité, il était clair qu'il signifiait "dès que possible", si l'on retenait l'interprétation reconnue de ce terme non seulement dans le contexte de l'Accord sur les sauvegardes mais aussi dans celui d'autres accords où il figurait. L'Inde s'était conformée à ses obligations découlant de cette partie de l'Accord sur les sauvegardes car elle avait notifié les trois enquêtes le mois suivant celui au cours duquel la mesure avait été prise. La quatrième n'avait pas été notifiée au Comité car elle avait été suspendue immédiatement après son ouverture. Quant à la cinquième, concernant le propylène glycol, elle serait notifiée au Comité sous peu. Les Membres ne pouvaient pas considérer cela comme un retard indu ou délibéré imputable à l'Inde, comme le confirmerait une comparaison avec les notifications adressées par d'autres Membres

au Comité. Il était donc clair que les procédures définies dans l'Accord avaient été suivies. Ce serait également le cas des procédures applicables si une de ces enquêtes initiales devait aboutir à l'imposition provisoire ou définitive de droits.

66. S'agissant de la transparence requise, les trois notifications avaient été conformes à la présentation générale des notifications et avaient fourni des précisions non négligeables sur la branche de production nationale et le produit en question, des données détaillées par année sur les importations, notamment leur pourcentage de la production nationale, et des indications précises concernant, entre autres, les ventes sur le marché intérieur, l'utilisation des capacités ainsi que le lien de causalité entre l'accroissement des importations et la menace de dommage sur le marché intérieur. L'Inde considérait que les informations communiquées dans ces notifications étaient plus que suffisantes, d'autant que ces dernières avaient toutes trait à l'ouverture d'enquêtes préliminaires. Cependant, elle fournirait toute information pertinente supplémentaire que les Membres souhaiteraient obtenir.

67. En ce qui concerne l'absence de lien de causalité entre l'accroissement des importations et la menace de dommage sur le marché intérieur, l'Inde avait pris note des remarques faites, particulièrement au sujet de la notification concernant le noir d'acétylène, mais les procédures en question avaient un caractère quasi judiciaire et il serait donc inopportun que la délégation indienne formule des observations de fond avant que l'autorité compétente ait pris une décision définitive. La législation indienne conférait en effet à ces procédures un caractère quasi judiciaire et non administratif afin d'en garantir l'indépendance et l'impartialité. Cependant, les parties concernées avaient une occasion suffisante de fournir des éléments de preuve relatifs à une absence de lien de causalité. L'Inde était favorable à une instance multilatérale fondée sur des règles et estimait que c'était avec des dispositions donnant aux procédures un caractère quasi judiciaire que l'on contribuait le mieux à atteindre cet objectif.

68. Le représentant de l'Inde a fait observer que son pays avait largement libéralisé et ouvert son économie ces dernières années, comme les Membres le savaient. Après avoir atteint le taux de 300 pour cent il y a quelques années, les droits appliqués les plus élevés avaient été ramenés à 45 pour cent. Comme un rapport récent de la Banque mondiale l'indiquait, la moyenne des droits pondérés de l'Inde était passée de près de 80 pour cent à environ 20 pour cent au cours des cinq dernières années. Peu de pays avaient procédé à une réduction aussi rapide. Lors de la négociation de l'Accord sur les sauvegardes au cours du Cycle d'Uruguay, la principale considération avait été la suivante: des pays tels que l'Inde, auxquels il était demandé d'ouvrir rapidement leur économie, devaient pouvoir prendre des mesures en cas d'accroissement soudain des importations, consécutif à cette ouverture, pour donner à leur branche de production le temps de se restructurer et/ou de devenir compétitive dans des délais raisonnables. Les préoccupations exprimées par des Membres n'étaient donc pas entièrement compréhensibles.

69. Les pays tels que l'Inde, qui appliquaient des droits de douane à des taux bien inférieurs à leurs taux consolidés, pouvaient évidemment adopter deux lignes de conduite lorsqu'une branche de production nationale était menacée par un accroissement soudain des importations. La première, et peut-être la plus facile, consistait simplement à augmenter les taux de droits appliqués, dans la limite des taux consolidés, ce qui était parfaitement conforme aux dispositions du GATT. Elle aurait ses effets propres sur les partenaires commerciaux de l'Inde ainsi que sur le processus de restructuration de l'économie indienne. En revanche, le recours à des mesures de sauvegarde comportait automatiquement des mécanismes régulateurs, de l'avis de l'Inde. Contrairement à une majoration de droits, ces mesures n'étaient pas adoptées unilatéralement et ne pouvaient l'être qu'après une enquête dans les formes, au cours de laquelle les parties intéressées avaient la possibilité de présenter des éléments de preuve. En outre, une mesure de sauvegarde n'était appliquée que pendant une période limitée et spécifiée et était essentiellement conçue comme une mesure temporaire devant permettre à la branche de production nationale de disposer d'un délai raisonnable pour procéder aux ajustements

structurels nécessaires. L'Inde assurait les Membres qu'elle restait attachée au respect de la lettre et de l'esprit des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes.

70. Le représentant de la Communauté européenne a déclaré qu'il n'était pas d'accord avec la manière dont l'Inde interprétait le mot "immédiatement". Ce mot n'était pas défini dans l'Accord mais il ne pouvait pas signifier "un mois". Dans le cas de la notification concernant le noir de carbone, la décision d'ouvrir l'enquête avait été prise le 5 février 1998 et un délai de 21 jours avait été accordé aux parties afin qu'elles puissent se faire connaître aux autorités. Les parties intéressées avaient également disposé d'un délai, expirant le 23 mars 1998, pour faire connaître leurs vues. Lorsque la notification avait été adressée à l'OMC, le 17 mars 1998, le premier de ces délais était échu et il ne restait que trois ou six jours avant l'expiration du second. Les obligations procédurales énoncées dans l'Accord étaient extrêmement importantes car elles permettaient aux parties de défendre leurs intérêts. La Communauté européenne pouvait difficilement faire savoir à ses exportateurs qu'une enquête était en cours si la notification n'était pas adressée en temps voulu. Avec les moyens de communication modernes, il était difficile de soutenir qu'il fallait plus de quatre semaines pour qu'une notification parvienne d'Inde à Genève.

71. Le représentant de Singapour a fait part de son désaccord avec l'interprétation indienne des dispositions de l'article 12:1 a). Les obligations procédurales étaient extrêmement importantes; certes, il n'y avait pas d'accord sur la signification du terme "immédiat", mais les enquêtes concernant le propylène glycol et le caoutchouc butadiène styrène n'avaient pas du tout été notifiées. Dans le second cas, l'enquête avait été suspendue. Il y avait donc une double incompatibilité car ni l'ouverture ni la suspension ultérieure de l'enquête n'avaient été notifiées. Dans le cas du propylène glycol, une circulaire avait été envoyée en février aux ambassades des pays exportateurs à New Delhi mais plus d'un mois et demi s'était écoulé avant que la notification soit adressée au Comité.

72. Pour ce qui était de la notification des États-Unis concernant le gluten de froment (blé), la délégation du Japon a déclaré que son pays importait une grande partie des céréales fourragères consommées et que l'accroissement ou la diminution des importations avait une forte incidence sur l'offre et la demande de ces produits sur le marché japonais. C'était pourquoi l'offre et la demande internationales de gluten de maïs destiné à l'alimentation du bétail et de gluten de froment (blé), qui pouvait le remplacer, intéressaient beaucoup le Japon. Ce pays était préoccupé par le recours des États-Unis à des mesures de sauvegarde qui entraîneraient un accroissement des importations de gluten de froment (blé) au Japon et auraient des répercussions sur la branche de production correspondante. Le Japon a noté que l'article XIX:1 a) du GATT précisait que l'évolution imprévue des circonstances conditionnait l'adoption de telles mesures. Il a demandé aux États-Unis d'expliquer de quelle manière ils avaient déterminé l'existence de circonstances imprévues et comment l'application de mesures de sauvegarde aux importations de gluten de froment (blé) répondait aux conditions énoncées audit article. S'agissant de la répartition par pays des contingents dans le cadre de la mesure proposée par la Commission du commerce international des États-Unis (USITC), le Japon a demandé à la délégation de ce pays d'indiquer pourquoi l'Australie et l'Union européenne étaient expressément mentionnées et d'expliquer le rapport entre cette répartition et les dispositions pertinentes des Accords de l'OMC.

73. Le représentant de la Communauté européenne a fait savoir au Comité que la Communauté avait des inquiétudes au sujet de la constatation de l'existence d'un dommage grave faite dans l'enquête sur le gluten de froment (blé). Conformément aux dispositions de l'article 12:3 de l'Accord, la Communauté européenne avait demandé des consultations aux États-Unis. Elle déplorait que ce pays n'ait accédé à cette demande que tout récemment bien qu'elle ait été formulée le 5 mars, immédiatement après la première notification de l'existence d'un dommage.

74. Le représentant des États-Unis a déclaré qu'il n'avait pas de réponses aux deux questions posées par le Japon, notamment celle ayant trait aux circonstances imprévues évoquées à

l'article XIX:1 a). En réponse à la seconde de ces questions, concernant la recommandation de l'USITC relative à l'attribution de contingents à l'Union européenne et à l'Australie, il a fait observer que cette recommandation était formulée uniquement par cette commission. Les procédures américaines prévoyaient qu'une recommandation formulée par plusieurs institutions serait adressée au Président pour examen et décision finale. Comme l'une des notifications supplémentaires l'indiquait, cette décision ne prendrait probablement pas effet avant la fin mai. L'USITC n'avait pas recommandé que des mesures soient prises uniquement à l'encontre de la Communauté européenne et de l'Australie mais que des restrictions quantitatives distinctes soient imposées à ces deux Membres, les deux principales sources d'importation visées par le contingentement en question, et à tous les pays autres que ceux expressément exclus de la mesure recommandée. Ces pays étaient le Canada, le Mexique, Israël et les pays bénéficiaires de la Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes ou de la Loi sur les préférences commerciales en faveur des pays andins. Aucune recommandation ne visait le Canada et le Mexique car une constatation négative avait été effectuée au titre de l'article 3.11 a) de la Loi portant modalités d'application de l'ALENA. La Commission était tenue de préciser si ses constatations et recommandations s'appliquaient à un produit faisant l'objet d'une détermination positive au titre de l'article 202 de la loi américaine sur les sauvegardes et, le cas échéant, dans quelle mesure elles étaient applicables, lorsque ledit produit était importé de pays bénéficiaires de la Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes, de la Loi sur les préférences commerciales en faveur des pays andins ou de la loi américaine sur les accords de libre-échange, ou encore d'Israël. Dans le cas présent, ses constatations et recommandations ne s'appliquaient pas à ces pays car aucune importation de gluten de froment (blé) en provenance de ces pays au cours de la période couverte par l'enquête n'avait été signalée, à l'exception d'une importation en provenance de l'Équateur. Aucun de ces pays n'était connu comme un producteur ou exportateur important de gluten de froment (blé). En ce qui concerne l'observation faite par la Communauté européenne au sujet de consultations au titre de l'article 12:3, l'intervenant a confirmé qu'il avait été prévu de procéder à de telles consultations non seulement avec la Communauté européenne mais aussi avec l'Australie. Pour ce qui était de la remarque de la Communauté relative à sa demande de consultations en date du 5 mars 1998, l'USITC n'avait alors pas encore publié son rapport final, dans lequel figuraient non seulement sa détermination mais aussi ses recommandations. Conformément aux procédures prévues aux États-Unis, l'USITC faisait d'abord une détermination de l'existence d'un dommage grave causé par un accroissement des importations, puis engageait la seconde phase de son enquête, portant sur la mesure corrective. C'était ce rapport final de l'USITC qui n'était pas encore disponible. Ces informations figuraient dans la notification initiale et, lorsque de nouvelles informations étaient communiquées, une notification révisée était adressée suivant la présentation normalisée. De plus, un exemplaire du rapport de l'USITC était communiqué aux pays définis comme intéressés en tant qu'exportateurs, ainsi qu'au Secrétariat pour que les autres Membres puissent en prendre connaissance. Les États-Unis estimaient que le délai prévu pour l'examen des informations à fournir par la Communauté européenne et les autres Membres intéressés avant les recommandations du groupe interinstitutions au Président et la détermination finale de ce dernier était suffisant. Ils étaient convaincus que la façon dont ils s'étaient acquittés de leurs obligations en matière de transparence était plus que satisfaisante et se félicitaient de pouvoir consulter la Communauté européenne, l'Australie et tous autres Membres intéressés au sujet de la détermination de l'USITC et des mesures correctives recommandées.

75. Le Comité a pris note des déclarations.

iii) Notifications concernant la non-application de mesures de sauvegarde aux pays en développement

76. Le Président a fait observer que depuis la dernière réunion du Comité, le Brésil avait notifié au Comité la liste des pays en développement auxquels sa mesure concernant les jouets ne s'appliquait pas (G/SG/N/11/BRA/1).

77. Le représentant du Brésil a fait savoir au Comité que son pays avait notifié la liste modifiée des pays en développement exempts de la mesure.

78. Le Comité a pris note des déclarations.

79. Le Président a rappelé aux Membres que, comme lors de l'examen des législations, toutes les questions, concernant les notifications de mesures prises, auxquelles il était demandé de répondre par écrit devaient être communiquées au Membre concerné et au Secrétariat le 20 mai 1998 au plus tard. Les réponses écrites devaient l'être pour le 17 juin 1998.

D. Notifications concernant des mesures préexistantes prises au titre de l'article XIX

80. Le Président a dit que le Secrétariat avait reçu plusieurs notifications concernant des mesures préexistantes depuis la dernière réunion du Comité. Chypre avait notifié des informations (G/SG/N/5/CYP/Rev.1/Suppl.2) complétant son calendrier d'élimination progressive des mesures visées à l'article 11. La Slovénie avait fait deux notifications complétant son calendrier d'élimination progressive de mesures visées à l'article 11 (G/SG/N/5/SVN/Suppl.1 et Suppl.2). Le Nigéria avait notifié certaines mesures préexistantes prises au titre de l'article XIX, visées à l'article 10, et avait demandé au Comité une dérogation à son obligation de notification découlant de l'article 12:7 de l'Accord (G/SG/N/2/NGA). Les États-Unis et le Nigéria avaient échangé des questions et des réponses écrites concernant la notification de mesures préexistantes par le Nigéria.

81. Le Président a rappelé que la délégation chypriote n'avait pas pu être présente à la réunion tenue par le Comité en octobre 1997, pour rendre compte oralement des progrès que Chypre avait réalisés dans l'élimination progressive des mesures notifiées, visées à l'article 11. Le Comité avait demandé à Chypre un rapport écrit à ce sujet, au lieu d'un compte rendu oral. La notification de Chypre qui était à l'ordre du jour contenait ce rapport.

82. La délégation de Chypre a signalé que sa notification ne contenait aucune modification du calendrier d'élimination des mesures de sauvegarde préexistantes.

83. La délégation de la Slovénie a fait observer que plus aucune mesure de sauvegarde préexistante n'était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998, comme l'indiquait sa notification supplémentaire.

84. La délégation du Nigéria a fait savoir que son pays consultait la délégation des États-Unis, entre autres, au sujet de sa notification et communiquerait ultérieurement les résultats de ces consultations avec les réponses aux questions écrites.

85. La délégation des États-Unis a fait remarquer qu'il n'avait pas encore été répondu à certaines questions posées par écrit. Les États-Unis en avaient ainsi posé plusieurs en ce qui concerne la notification par le Nigéria d'interdictions d'importation de farine de froment, de sorgho, de millet, de gypse et de kaolin, en tant que mesures de sauvegarde préexistantes. Les États-Unis s'étaient d'ailleurs déclarés préoccupés à ce sujet au cours de consultations informelles bilatérales. En particulier, le Nigéria soutenait que ces interdictions étaient des mesures préexistantes prises au titre de l'article XIX. Cependant, il n'avait fourni au Comité aucune information indiquant qu'il s'était conformé à l'une quelconque des dispositions de l'article XIX du GATT de 1947 avant d'imposer ces mesures. Les États-Unis avaient demandé la cote de chacun des documents du GATT dans lesquels ces interdictions avaient été notifiées aux parties contractantes. Ils demandaient aussi au Nigéria d'indiquer quelles parties contractantes avaient un intérêt substantiel en tant qu'exportatrices de chacun des produits en question à la date à laquelle les mesures avaient été appliquées pour la première fois. En outre, ils ont demandé si le gouvernement nigérian avait fourni à chacune de ces parties contractantes l'occasion d'examiner, avant de les imposer, les mesures qu'il s'était proposé de

prendre, comme le prescrivait les dispositions du paragraphe 2 de l'article XIX du GATT de 1947. Aux questions des États-Unis concernant la notification, le Nigéria avait répondu que l'interdiction d'importer les produits en question n'était pas, d'une manière générale, soumise aux disciplines du GATT applicables aux mesures de défense commerciale car ces produits ne faisaient pas l'objet d'une concession tarifaire. Les États-Unis ont demandé au Nigéria de préciser sur quoi il se fondait pour affirmer que les dispositions de l'article XIX du GATT de 1947 ne s'appliquaient qu'aux produits faisant l'objet de concessions tarifaires. En outre, comment le Nigéria pouvait-il raisonnablement soutenir que les interdictions d'importation devaient être considérées comme des mesures préexistantes alors qu'il reconnaissait qu'elles n'avaient pas été soumises aux disciplines de l'article XIX du GATT applicables aux mesures de défense commerciale? Les États-Unis ont fait observer que le gouvernement nigérian n'avait adressé de notification au titre de l'article 12:7 qu'après qu'ils aient demandé des informations sur les interdictions d'importation. En réponse à une demande des États-Unis, formulée à la réunion du Comité des sauvegardes de l'OMC tenue le 6 mai 1996, le représentant du Nigéria avait déclaré que ces mesures seraient notifiées au Comité sans tarder. Comme le gouvernement nigérian connaissait bien les prescriptions en matière de notification énoncées à l'article 12:7, les raisons pour lesquelles il demandait une dérogation à ces prescriptions n'étaient pas claires.

86. Le représentant de l'Australie souhaitait des explications sur la question de savoir si le Nigéria demandait une dérogation aux dispositions de l'article 12:7, qui ne pouvait être accordée que par le Conseil général et non par le Comité. En réponse aux questions posées, le Nigéria semblait alléguer que toute mesure commerciale restrictive prise avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC mais maintenant non conforme à ses obligations découlant dudit accord pouvait être considérée comme une mesure préexistante relevant de l'article 10. Or, ce n'était pas le cas. Les mesures relevant de l'article 10 devaient avoir été prises au titre de l'article XIX. Il n'y avait pas lieu de parler de sauvegardes, d'une manière générale, ni d'un éventuel dommage si le Nigéria était dispensé d'invoquer les dispositions de l'article XIX pour quelque raison que ce soit, l'absence de consolidation tarifaire par exemple. Dans ce cas, la mesure ne relevait pas de l'article XIX ni, par conséquent, de l'article 10.

87. La Communauté européenne partageait les préoccupations des États-Unis et de l'Australie. Elle ne voyait, dans la notification du Nigéria, rien qui puisse indiquer que ces mesures relevaient de l'article XIX. Aucune des dispositions dudit article n'avait été respectée et ces mesures ne pouvaient donc pas être qualifiées de relevant de cet article.

88. Le délégué du Nigéria a déclaré que des réponses seraient données par écrit aussi rapidement que possible.

89. Le Comité a pris note des déclarations.

E. Autres questions

90. Au titre des autres questions, le Président a informé le Comité qu'il avait fait au Président du Conseil du commerce des marchandises un rapport sur l'activité du Comité depuis décembre 1997. Le Président du Conseil du commerce des marchandises avait demandé ce rapport pour le 15 avril, dans le cadre des préparatifs de la Conférence ministérielle. Le Président avait fait savoir au Président du Conseil que le Comité ne s'était pas réuni depuis le 15 avril et n'avait pas pris de mesures depuis décembre 1997.

91. Le Comité a pris note de la déclaration.

F. Date de la prochaine réunion ordinaire

92. Le Président a rappelé que le Comité était convenu que ses réunions ordinaires auraient lieu normalement les dernières semaines d'avril et d'octobre, parallèlement aux réunions ordinaires du Comité des pratiques antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires. Compte tenu du nombre de jours qui seraient, à l'automne, nécessaires à la tenue de réunions consacrées aux questions antidumping, il a proposé que la prochaine réunion ordinaire du Comité ait lieu la semaine du 19 octobre 1998.

93. Le Comité en a ainsi décidé.

G. Élection du bureau

94. Le Comité a élu M. Shishir Priyadarshi (Inde) Président et M. Robert Kasper (États-Unis) Vice-Président.

95. La séance a été levée.
